

# Convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence pour le secteur des arts scéniques de la Communauté flamande et fixant ses statuts

<b>A. INSTITUTION</b>	<b>2</b>
ARTICLE 1. – INSTITUTION	2
ARTICLE 2. – CHAMP D'APPLICATION	2
ARTICLE 3. – DUREE DE LA CONVENTION ET MODALITES DE PREAVIS	2
<b>B. STATUTS</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE I. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL</b>	<b>3</b>
ARTICLE 4. – DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL	3
ARTICLE 5. – SOCIAAL FONDS PODIUMKUNSTEN	3
<b>CHAPITRE II. OBJET</b>	<b>3</b>
ARTICLE 6. – OBJET ET MISSION DU FONDS	3
<b>CHAPITRE III. FINANCEMENT</b>	<b>3</b>
ARTICLE 7. – REVENUS DU FONDS	3
ARTICLE 8. – MONTANT DES COTISATIONS	3
ARTICLE 9. – PERCEPTION DES COTISATIONS	4
ARTICLE 10. – FRAIS ADMINISTRATIFS	4
<b>CHAPITRE IV. AYANTS DROIT</b>	<b>4</b>
ARTICLE 11. – ATTRIBUTION ET LIQUIDATION DES AVANTAGES	4
<b>CHAPITRE V. GESTION</b>	<b>4</b>
ARTICLE 12. – COMPOSITION DU COMITE DE GESTION	4
ARTICLE 13. – RESPONSABILITES DES GESTIONNAIRES	5
ARTICLE 14. – FONCTIONS AU SEIN DU COMITE DE GESTION	5
ARTICLE 15. – COMPETENCES DU COMITE DE GESTION	5
ARTICLE 16. – FONCTIONNEMENT DE COMITE DE GESTION	5
ARTICLE 17. – VALIDITE DES DECISIONS ET MODE DE DELIBERATION	5
ARTICLE 18. – COMMISSION PARITAIRE	6
<b>CHAPITRE VI. CONTROLE</b>	<b>6</b>
ARTICLE 19. – EXPERT-COMPTABLE	6
<b>CHAPITRE VII. BILAN ET COMPTES</b>	<b>6</b>
ARTICLE 20. – EXERCICE	6
<b>CHAPITRE VIII. DISSOLUTION ET LIQUIDATION</b>	<b>6</b>
ARTICLE 21. – DISSOLUTION DU FONDS ET AFFECTATION DES MOYENS	6

BERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

12-04-2001

27-07-2001

NR.  
N°

58168

1001304

# Convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence pour le secteur des arts scéniques de la Communauté flamande et fixant ses statuts

## A. INSTITUTION

### Article 1er . - Institution

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2, la Commission paritaire du spectacle institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont définis ci-après.

### Article 2. – Champ d'application

La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des organisations ou des institutions ressortissant de la Commission paritaire du spectacle pour autant qu'elles satisfassent à une des conditions suivantes :

- être une association dont le siège social est situé en Région flamande;
- être une association dont le siège social est situé dans la région de Bruxelles-capitale et être inscrite auprès de l'Office national de sécurité sociale dans le rôle linguistique néerlandophone;

Les demandes d'inscription à un rôle linguistique sont transmises à l'Office national de sécurité sociale ainsi qu'aux organes de gestion du fonds institué au sein de la Commission paritaire du spectacle.


Au cas où une organisation contesterait son rattachement à ce fonds, en vertu des alinéas précédents du présent article 2, elle soumet sa contestation à une commission composée paritairement comme décrit à l'article 18 pour que celle-ci remette un avis à ce sujet.

Cette commission est également chargée d'examiner le cas des associations fédérales ou bi-communautaires qui souhaitent cotiser aux deux fonds au pro rata des travailleurs de chaque rôle linguistique.

On entend par travailleurs : les ouvriers et employés féminins et masculins.

### Article 3. – Durée de la convention et modalités de préavis

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

*entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et* 

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois qui prend cours dès la notification de la dénonciation. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire du spectacle, ce dernier fait parvenir une copie à chacune des parties signataires.

## **B. STATUTS**

### **CHAPITRE Ier : Dénomination et siège social**

#### Article 4 – Dénomination et siège social

A partir du 1er janvier 2001 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Sociaal Fonds voor de Podiumkunsten van de Vlaamse Gemeenschap" est institué dont le siège est établi dans la région de Bruxelles-Capitale, Square Sainctelette 19, 1000 Bruxelles.

Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision du comité de gestion paritaire, prévu à l'article 12.

#### Article 5 – "Sociaal Fonds Podiumkunsten" asbl

Le fonds succède aux droits et obligations et reprend l'actif et le passif du "Sociaal Fonds Podiumkunsten" institué le 13 décembre 1993 par l'ASBL "Vlaamse Directies Voor Podiumkunsten" d'une part, et la "CGSP-culture" et la "CSC-culture", d'autre part, dont les statuts ont été publiés au Moniteur Belge du 17 mars 1994, numéro d'identification 5040/94.

### **CHAPITRE II : Objet**

#### Article 6 – Objet et mission du Fonds

Le fonds a pour objet de stimuler toute initiative de formation, d'emploi et d'éducation dans le secteur des arts séniques; en particulier, il a pour objet le financement des initiatives en matière d'emploi et d'éducation dans le secteur des arts séniques, entre autres en faveur des groupes à risque tels que définis dans la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

Il peut également entreprendre toute activité destinée à promouvoir cet objet.

Le fonds est notamment chargé de régler et d'assurer la perception et la gestion des cotisations perçues par l'Office national de sécurité sociale, et de les allouer aux buts auxquels ils sont destinés

### **CHAPITRE III : Financement**

#### Article 7 – Revenus du Fonds

Les moyens financiers du fonds proviennent des cotisations versées par les employeurs en faveur des travailleurs qui ressortissent à la commission paritaire citée ci-devant, tels que définis à l'article 2 de la présente convention collective de travail de tous les moyens qui sont mis à la disposition du fonds ainsi que des éventuels intérêts financiers de ces cotisations et de ces moyens financiers capitalisés.

#### Article 8 – Montant des cotisations

Par. 1er

Le montant des cotisations est fixé par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du spectacle en fonction des missions que la commission paritaire décide de confier au fonds social.

A défaut d'une pareille convention collective de travail, ce sont les montants des cotisations telles que prévues par ou en vertu de la loi sur base des articles 137 à 139 inclus de la loi-programme du 30 décembre 1988.

#### Par.2

Par décision du comité de gestion paritaire du fonds, prévu à l'article 12, approuvé en commission paritaire, les cotisations peuvent être fixées de manière à constituer une réserve jugée nécessaire.

#### Article 9. – Perception des cotisations

Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

#### Article 10 – Frais administratifs

Les frais administratifs du fonds sont fixés chaque année par le comité de gestion paritaire prévu à l'article 12.

Ces frais sont en premier lieu couverts par les intérêts des capitaux produits par le versement des cotisations, et, éventuellement, complémentirement par une retenue sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé par le comité de gestion cité ci-devant.

#### **CHAPITRE IV : Les ayants droit**

##### Article 11. - Attribution et liquidation des avantages

Les travailleurs des organisations actives dans le secteur des arts scéniques, telles que définies à l'article 2 de la présente convention collective de travail, ont droit aux avantages sociaux dont le montant, le caractère et les conditions d'octroi sont définis par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du spectacle.

#### **CHAPITRE V : Gestion**

##### Article 12. – Composition du comité de gestion

Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire, tel que prévu à l'article 3 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, composé au moins de 4 membres administrateurs effectifs.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la commission paritaire, pour moitié sur présentation des organisations professionnelles d'employeurs, et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour une période de quatre ans. En cas d'élections partielles, le mandat du nouvel élu se termine au moment où le mandat des autres gestionnaires expire. Si le nombre de gestionnaires est réduit à la suite d'une démission volontaire, d'une destitution ou d'un décès, les autres gestionnaires restent en fonction de sorte que leur remplacement soit prévu régulièrement.

Le mandat comme membre du Conseil de gestion expire lors d'une démission, décès ou par démission donnée par l'organisation qui l'a présenté.

Les membres du comité de gestion ne reçoivent pas de jetons de présence.

47

Article 13. – Responsabilités des gestionnaires

Les administrateurs du fonds n'encourent aucune responsabilité personnelle à l'égard des engagements du fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés.

Article 14. – Fonctions du comité de gestion

Le comité de gestion élit tous les quatre ans un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier parmi ses membres, à condition que le président et le trésorier, d'une part, et le vice-président et le secrétaire, d'autre part, appartiennent toujours à l'autre "banc".

Il désigne également les personnes chargées du secrétariat.

Article 15 – Compétences du comité de gestion

Le comité de gestion dispose des compétences les plus étendues dans la gestion et l'administration du fonds, dans les limites prévues par la loi et par les statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, ce dernier intervient dans tous ses actes et les traite de droit par le président et le secrétaire ensemble, le cas échéant l'un et l'autre remplacé par un administrateur délégué, désigné pour cela par le comité de gestion.

Le comité de gestion a pour mission, entre autres :

1. procéder à l'éventuel engagement et licenciement du personnel du fonds;
2. effectuer le contrôle et prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
3. fixer les frais d'administration ainsi que la part des recettes annuelles destinées à les couvrir;
4. dans le courant du mois de mai de chaque année transmettre le rapport annuel écrit à la Commission paritaire du spectacle concernant la réalisation de sa mission;
5. la rédaction d'un règlement d'ordre intérieur

Article 16. – Fonctionnement du comité de gestion

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit à l'invitation du président agissant d'autorité, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées au sein de la commission paritaire.

Les invitations doivent comprendre l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire, désigné par le comité de gestion, et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

#### Article 17. – Validité des décisions et mode de délibération

Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si au moins la moitié tant des membres représentant les employeurs que la moitié de ceux représentant les travailleurs, sont présents.

Les décisions du comité de gestion sont en principe prises à l'unanimité des voix des présents, sauf autre disposition prévue au règlement d'ordre intérieur.

#### Article 18. – Commission paritaire

La commission dont il est question à l'article 2, par. 1er, troisième alinéa, est constituée paritairement de deux représentants des délégués des travailleurs et deux des délégués patronaux, siégeant au sein de la Commission paritaire du spectacle.

Les avis sont rendus à l'unanimité par la commission et communiqués à la commission paritaire et à l'Office national de sécurité sociale.

### **CHAPITRE VI : Contrôle**

#### Article 19. – Expert-comptable

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, notifié par l'arrêté royal du 1er mars 1971, la commission paritaire désigne au moins un expert-comptable pour le contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci doit faire rapport à la commission paritaire au moins une fois par an.

En outre il informe régulièrement le comité de gestion des résultats de ses examens et fait les recommandations qu'il juge utiles.

### **CHAPITRE VII : Bilan et comptes**

#### Article 20. – Exercice

Chaque année, les bilans et comptes de l'année écoulée sont arrêtés au 31 décembre.

### **CHAPITRE VIII : Dissolution et liquidation**

#### Article 21. – Dissolution du fonds et affectation des moyens

Le fonds est dissous par la commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel, tel que prévu à l'article 3.

La commission paritaire précitée décide de l'affectation des biens et valeurs du fonds par apurement du passif.

Cette affectation doit être conforme à l'objet social que s'était assigné le fonds.

La commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du comité de gestion.

**Collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een fonds voor  
bestaanszekerheid voor de podiumkunstensector van de Vlaamse  
Gemeenschap en tot vaststelling van zijn statuten**

<b>A. OPRICHTING</b>	<b>2</b>
ARTIKEL 1. - OPRICHTING	2
ARTIKEL 2. - TOEPASSINGSGEBIED	2
ARTIKEL 3. - DUUR VAN DE OVEREENKOMST EN OPZEGGINGSMODALITEITEN	2
<b>B. STATUTEN</b>	<b>3</b>
<b>HOOFDSTUK I. BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL</b>	<b>3</b>
ARTIKEL 4. - BENAMING EN MAATSCHAPPELIJKE ZETEL	3
ARTIKEL 5. - SOCIAAL FONDS PODIUMKUNSTEN VZW	3
<b>HOOFDSTUK II. DOEL</b>	<b>3</b>
ARTIKEL 6. - DOEL EN TAAKSTELLING VAN HET FONDS	3
<b>HOOFDSTUK III. FINANCIERING</b>	<b>3</b>
ARTIKEL 7. - INKOMSTEN VAN HET FONDS	3
ARTIKEL 8. - BEDRAG VAN DE BIJDAGEN	3
ARTIKEL 9. - INNING VAN DE BIJDAGEN	4
ARTIKEL 10. - ADMINISTRATIEKOSTEN	4
<b>HOOFDSTUK IV. RECHTHEBBENDEN</b>	<b>4</b>
ARTIKEL 11. - TOEKENNING EN VEREFFENING VAN DE VOORDELEN	4
<b>HOOFDSTUK V. BEHEER</b>	<b>4</b>
ARTIKEL 12. - SAMENSTELLING VAN HET BEHEERSCOMITÉ	4
ARTIKEL 13. - VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE BEHEERDERS	5
ARTIKEL 14. - FUNCTIES IN HET BEHEERSCOMITÉ	5
ARTIKEL 15. - BEVOEGDHEDEN VAN HET BEHEERSCOMITÉ	5
ARTIKEL 16. - WERKING VAN HET BEHEERSCOMITÉ	5
ARTIKEL 17. - GELDIGHEID VAN DE BESLISSINGEN EN WIJZE VAN BERAADSLAGING	5
ARTIKEL 18. - PARITAIRE COMMISSIE	6
<b>HOOFDSTUK VI. CONTROLE</b>	<b>6</b>
ARTIKEL 19. - EXPERT BOEKHOUDER	6
<b>HOOFDSTUK VII. BALANS EN REKENINGEN</b>	<b>6</b>
ARTIKEL 20. - BOEKJAAR	6
<b>HOOFDSTUK VIII. ONTBINDING EN VEREFFENING</b>	<b>6</b>
ARTIKEL 21. - ONTBINDING VAN HET FONDS EN BESTEMMING VAN DE MIDDELEN	6

BEREGGING-DEPOT REGISTREERREGISTRAR

12-04-2001 27-07-2001

58158

1001304

# Collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de podiumkunstensector van de Vlaamse Gemeenschap en tot vaststelling van zijn statuten

## A. OPRICHTING

### Artikel 1. - Oprichting

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid artikel 2, richt het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

### Artikel 2. - Toepassingsgebied

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de organisaties of instellingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf voor zover zij aan één van de volgende voorwaarden voldoen:

- een vereniging zijn waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Vlaams Gewest,
- een vereniging zijn waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ingeschreven is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op de Nederlandse taalrol.

De aanvragen tot inschrijving op een taalrol worden overgezonden aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, evenals aan de beheersorganen van het fonds opgericht binnen het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf.

Wanneer een organisatie de aansluiting bij dit fonds zou betwisten, op grond van de vorige leden van dit artikel 2, onderwerpt zij haar betwisting aan een commissie die paritair is samengesteld, zoals beschreven in artikel 18, opdat deze een advies over het onderwerp zou uitbrengen.

Deze commissie is ook belast met het onderzoeken van de situatie van de federale en bi-communautaire organisaties die wensen bij te dragen aan het fonds in verhouding tot het aantal werknemers per taalrol.

Onder werknemers wordt verstaan: mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

### Artikel 3. - Duur van de overeenkomst en opzeggingsmodaliteiten

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

*breedt in werking op 1 januari 2001 en*

Zij kan door elk der partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden die loopt vanaf de betekening van de opzegging. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf, waarvan deze laatste een kopie aan elk der ondertekende partijen laat geworden.



## **B. STATUTEN**

### **HOOFDSTUK I. Benaming en maatschappelijke zetel**

#### **Artikel 4. - Benaming en maatschappelijke zetel**

Met ingang van 1 januari 2001 wordt er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd 'Sociaal Fonds voor de Podiumkunsten van de Vlaamse Gemeenschap' en waarvan de zetel gevestigd is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Saintelettesquare 19, 1000 Brussel.

Deze zetel kan bij beslissing van het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 12, elders overgeplaatst worden.

#### **Artikel 5. - Sociaal Fonds Podiumkunsten vzw**

Het fonds volgt op in de rechten en plichten en neemt het actief en het passief over van het 'Sociaal Fonds Podiumkunsten', opgericht op 13 december 1993, door de VZW 'Vlaamse Directies voor Podiumkunsten' enerzijds en 'ACOD-cultuur' en 'ACV-cultuur' anderzijds waarvan de statuten gepubliceerd werden in het Belgisch Staatsblad van 17 maart 1994, identificatienummer 5040/94.

### **HOOFDSTUK II. Doel**

#### **Artikel 6. - Doel en taakstelling van het Fonds**

Het Fonds heeft tot doel alle vormings-, tewerkstellings- en opleidingsinitiatieven in de sector van de podiumkunsten te stimuleren, meer in het bijzonder, heeft het tot doel de financiering van tewerkstellings- en opleidingsinitiatieven in de sector van de podiumkunsten onder meer ten behoeve van risicogroepen zoals bedoeld bij de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen.

Het mag tevens alle activiteiten ondernemen die dit doel kunnen bevorderen.

Het Fonds heeft inzonderheid als taak de daartoe door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnde bijdragen te ontvangen, te beheren en toe te wijzen aan de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

### **HOOFDSTUK III. Financiering**

#### **Artikel 7. - Inkomsten van het Fonds**

De geldmiddelen van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers voor de werknemers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair comité ressorteren zoals bepaald in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, uit alle middelen die ter beschikking gesteld worden van het fonds evenals uit de eventuele intrestopbrengst van deze gekapitaliseerde bijdragen en middelen.

#### **Artikel 8. - Bedrag van de bijdragen**

§1. Het bedrag van de bijdragen wordt bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor het gemakkelijksbedrijf in functie van de opdrachten die het paritair comité aan het fonds wil toevertrouwen.

Bij ontstentenis van een dergelijke collectieve arbeidsovereenkomst gelden de bedragen van de bijdragen zoals die door of krachtens wet werden vastgesteld op grond van de artikelen 137 tot en met 139 van de programmawet van 30 december 1988.

§2. Bij beslissing van het paritair beheerscomité van het fonds, voorzien bij artikel 12, goedgekeurd in het paritair comité kunnen de bijdragen derwijze bepaald worden dat een nodig geachte reserve wordt verzekerd.

#### Artikel 9. - Inning van de bijdragen

De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

#### Artikel 10. - Administratiekosten

De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 12.

Deze kosten worden in eerste instantie gedekt door de renten van de kapitalen voortkomend van de storting van de bijdragen, en, eventueel, bijkomend door een afhouding op de voorziene bijdragen en waarvan het bedrag vastgelegd is door het voornoemd beheerscomité.

### HOOFDSTUK IV. Rechthebbenden

#### Artikel 11. - Toekenning en vereffening van de voordelen

De werknemers van de organisaties werkzaam in de sector van de podiumkunsten zoals bepaald bij artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst, hebben recht op de sociale voordelen waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor het gemakheidsbedrijf.

### HOOFDSTUK V. Beheer

#### Artikel 12. - Samenstelling van het beheerscomité

Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité, zoals voorzien in artikel 3 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, bestaande uit tenminste 4 effectieve leden-beheerders.

Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het betrokken paritair comité voor de helft op voordracht van de beroepsorganisaties van de werkgevers, en voor de andere helft op voordracht van de werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor een periode van vier jaar. Bij tussentijdse verkiezingen eindigt het mandaat van de nieuw verkozenen op het moment dat het mandaat van de andere beheerders vervalt. Zo door vrijwillig ontslag, afzetting of overlijden het aantal beheerders is teruggevallen, dan blijven de andere beheerders in functie totdat regelmatig in hun vervanging is voorzien.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslag, overlijden of wegens ontslag gegeven door de organisatie die hem voorgedragen heeft.

De leden van het beheerscomité ontvangen geen presentiegeld.

### Artikel 13. - Verantwoordelijkheden van de beheerders

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen van het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

### Artikel 14. - Functies in het beheerscomité

Het beheerscomité kiest om de vier jaar een voorzitter, een ondervoorzitter, een secretaris en een penningmeester onder zijn leden, met dien verstande dat de voorzitter en penningmeester enerzijds en de ondervoorzitter en de secretaris anderzijds steeds tot de andere 'bank' behoren.

Het duidt eveneens de personen aan die met het secretariaat worden belast.

### Artikel 15. - Bevoegdheden van het beheerscomité

Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Tenzij anders luidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitter en de secretaris gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een afgevaardigde-beheerder, door het beheerscomité daartoe aangesteld.

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht:

1. over te gaan tot de eventuele aanwerving en ontslag van het personeel van het fonds;
2. controle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen;
4. tijdens de maand mei van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf over de vervulling van zijn opdracht;
5. het opstellen van een huishoudelijk reglement.

### Artikel 16. - Werking van het beheerscomité

Het beheerscomité vergadert minstens éénmaal per semester ter zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft der leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van één der organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door het beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

### Artikel 17. - Geldigheid van de beslissingen en wijze van beraadslaging

Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De beslissingen van het beheerscomité worden in beginsel getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden, behoudens anders luidende bepalingen in het huishoudelijk reglement.

### Artikel 18. - Paritaire Commissie

De commissie waarvan sprake in artikel 2, §1, derde lid, wordt paritair samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de werknemersafgevaardigden en twee van de werkgeversafgevaardigden, zetelend in het Paritair Comité voor het Vermakelijkheidsbedrijf.

De adviezen worden bij eenparigheid uitgebracht door deze commissie en worden meegedeeld aan het paritair comité en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

### HOOFDSTUK VI. Controle

#### Artikel 19. - Expert boekhouder

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1971, duidt het paritair comité minstens één expert-boekhouder aan ter controle van het beheer van het fonds.

Deze moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het paritair comité.

Bovendien licht hij het beheerscomité regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

### HOOFDSTUK VII. Balans en rekeningen

#### Artikel 20. - Boekjaar

Elk jaar wordt op 31 december de balans en rekeningen van het verlopen dienstjaar afgesloten.

### HOOFDSTUK VIII. Ontbinding en vereffening

#### Artikel 21. - Ontbinding van het fonds en bestemming van de middelen

Het fonds wordt ontbonden door het paritair comité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg, zoals voorzien door artikel 3.

Voornoemd paritair comité beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Het paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité.